

ée des dépenses publiques

Getty/Michael Blann

Depuis 1968, le poids des dépenses publiques dans le PIB a augmenté d'un tiers, selon une étude de Fipeco. Une hausse liée en bonne partie à l'inflation des prestations sociales.

Voilà un graphique qui pourrait effrayer plus d'un comptable... Ces 50 dernières années, les dépenses publiques ont grimpé bien plus fortement que l'activité économique en France. Leur poids, rapporté au Produit intérieur brut (PIB), a grimpé de 14,5 points, passant de 41,9% en 1968 à 56,4% en 2017, selon des données compilées par le site spécialisé dans l'analyse des finances publiques, Fipeco, dans une étude à paraître jeudi.



Les trois quarts de cette hausse sont liés aux prestations sociales.

### VIDÉOS À NE PAS MANQUER



Inde: sans motrice, un train bondé recule sur 12 kilomètres



CONTENUS SPONSORISÉS



Source : Insee ; FIPECO

Les trois quarts de cette hausse sont liés aux prestations sociales, qui ont augmenté de 10,9 points de PIB. "Elles représentent, au total, à peu près la moitié des dépenses publiques, soit quelque 600 milliards d'euros, dont environ 300 milliards pour les retraites, 200 milliards pour l'assurance maladie, le reste étant notamment composé des allocations logement et famille", détaille François Ecalle, fondateur de Fipeco.

"Les prestations de retraite, en particulier, ont grimpé du fait du vieillissement de la population, mais aussi en raison des règles de revalorisation. Jusqu'à la réforme de Balladur en 1993, les pensions étaient en effet revalorisées selon l'évolution des salaires, et non de l'inflation. Les prestations maladie sont elles aussi en hausse tendancielle, en raison du vieillissement de la population et à cause du progrès technique, qui rend les nouveaux traitements de plus en plus chers. Quant aux allocations, elles ont surtout augmenté dans les années 70-80, lorsque l'on a étendu notamment les aides au logement à de plus en plus de personnes", décrypte François Ecalle.

Autre raison de la hausse des dépenses publiques : la progression de la masse salariale de la fonction publique. Celle-ci représente actuellement 12,7% du PIB, contre 10% en 1968. Une décreue s'est toutefois amorcée depuis le début des années 2000. "Les mesures décidées sous Nicolas Sarkozy, telles que le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ont stoppé cette dynamique. Plus récemment, la baisse des dotations aux collectivités locales a forcé ces dernières à davantage maîtriser leurs dépenses", souligne François Ecalle.

Au final, la France est actuellement le pays de l'Union européenne

## CONTENUS SPONSORISÉS



Profitez de -40% dès 2 articles achetés sur TOUT\*

Ventes Privées DIM 1



Nouveaux panneaux solaires : l'Etat finance votre installation !

Testez votre éligibilité



ée des dépenses publiques

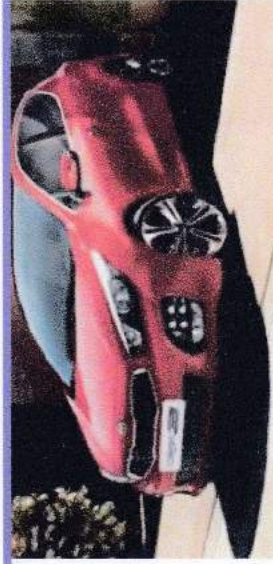


ont stoppé cette dynamique. Plus récemment, la baisse des dotations aux collectivités locales a forcé ces dernières à davantage maîtriser leurs dépenses", souligne François Ecalle.

Au final, la France est actuellement le pays de l'Union européenne ayant le niveau de dépenses publiques le plus élevé, devant la Finlande (53,7% du PIB) et la Belgique (52,2%), selon Eurostat. Mais est-ce si grave ? "En soi, les dépenses publiques peuvent être utiles, car elles permettent de financer des services publics. Le problème, c'est qu'il faut les financer, par la dette ou l'impôt, deux facteurs sur lesquels nous avons peu de marge de manoeuvre actuellement. Il faut aussi mesurer l'intérêt de ces dépenses par rapport à leur efficacité. Et à ce niveau, force est de constater que nous ne sommes pas à la hauteur. Nos dépenses en matière de logement, d'éducation ou de santé ont beau être très élevées, nous ne pouvons pas nous targuer d'avoir les systèmes les plus performants dans ces différents domaines", tacle François Ecalle.

**>> A lire aussi - Déficit public : pourquoi la France est encore l'un des cancrures de l'Union européenne**

Pour cet expert, il est donc nécessaire de faire baisser le niveau des dépenses publiques. "L'idéal serait de se rapprocher de la moyenne européenne, vers 47% du PIB", prône-t-il, suggérant des coupes dans la politique du logement, les contrats aidés ou encore dans la santé, en développant la médecine "ambulatoire", c'est-à-dire sans séjour à l'hôpital. De quoi donner du grain à moudre à l'exécutif, qui cherche actuellement à réaliser d'importantes économies et semble **viser en particulier les aides sociales...**



Découvrez la berline compacte garantie 7 ans lors d'un essai exclusif !  
Kia ceed Surequipée

Publicité

Capital vous offre **L'ANALYSE COMPLÈTE** de votre CV

Capital vous offre **L'ANALYSE COMPLÈTE** de votre CV

Capital 286 673 mentions J'aime

J'aime cette Page S'inscrire

17 amis aiment ça